

La récession économique commande un endettement public

Par Ronald Carré

Économiste

Une crise économique est caractérisée par une baisse importante de l'activité économique. Il en résulte nécessairement moins de rentrées fiscales pour les gouvernements. Et de un. Par contre, en période de récession, les gouvernements doivent adopter un comportement anticyclique de manière à maintenir un certain niveau de dépenses qui pourrait même être supérieur à un niveau considéré comme acceptable en période de forte croissance. Et de deux.

Conséquence: il en résulte nécessairement un accroissement conjoncturel des déficits gouvernementaux tant provincial que fédéral. L'acceptation d'un déficit conjoncturel se justifie de la manière suivante.

1) D'abord, les gouvernements doivent obligatoirement accroître et accélérer certaines dépenses en devançant les échéanciers. Il existe pour les gouvernements deux (2) types de dépenses productives davantage propices à ramener la croissance. Ce sont, d'une part, toutes les dépenses associées à un processus accéléré de reconversion industrielle des secteurs manufacturier et des transports en particulier puisque tout n'est pas que « finances » dans l'économie. D'autre part, il s'agit d'une occasion unique pour les gouvernements d'accélérer le remplacement d'infrastructures publiques devenues désuètes et d'initier immédiatement de nouveaux projets publics d'infrastructures. Des actions rapidement posées par rapport à ces deux (2) grands volets peuvent produire des résultats rapidement et ainsi amoindrir à court terme les effets négatifs de la crise économique.

2) En second lieu, il est d'une évidence élémentaire que le ralentissement économique génère automatiquement des baisses de rentrées fiscales. Les gouvernements n'y peuvent rien. Se servir d'une baisse d'impôts comme levier économique en période de crise ne peut qu'entraîner un manque à ga-

gner encore plus grand des gouvernements, contribuant ainsi à accroître un déficit conjoncturel appréhendé. Il peut quand même être bénéfique sous certaines conditions.

Une baisse des impôts décidée délibérément par les gouvernements pour un très court laps de temps pourrait très bien faire partie des mesures de relance économique. Trois (3) conditions s'imposent d'emblée. 1) La baisse doit être rapidement annoncée, 2) prendre effet immédiatement et 3) être valable pour un très court laps de temps, comme pour une période non supérieure à une année.

Pour que cela porte fruit, il faudrait, à titre d'exemple, des baisses momentanées d'au moins 1 000 \$ par ménage et par palier de gouvernement (total 2 000 \$). Elle pourrait n'être valable que pour un an seulement à compter de maintenant en prenant exemple du Plan Obama. À la suite de cette période, une nouvelle évaluation des impacts de la mesure devrait être faite pour décider exactement la date de fin de cette mesure pour revenir aux niveaux de taxation d'avant la crise. Le payeur de taxes doit avoir cette information avant de décider comment il dépensera cet argent disponible momentanément.

Une trop petite baisse ne pourrait qu'être qu'un coup d'épée dans l'eau. Les outils disponibles pour faire les vrais calculs économiques pour déterminer le montant optimal de coupures d'impôt existent dans les ministères des Finances à Québec et à Ottawa. Il faut les faire fonctionner avant de décider définitivement des sommes les plus significatives à couper dans les impôts et susceptibles de porter fruit rapidement.

Il en résulte un enjeu important. Ce faisant, on prend le pari qu'un accroissement plus rapide et plus important d'un déficit gouvernemental conjoncturel pourrait accélérer pour la peine la reprise économique. La réponse à ce pari n'est pas évidente. Le cafouillage des divers partis politiques actuellement nous démontre une fois de plus qu'il leur est difficile de « voir venir » les soubresauts de la crise qui ne fait que débiter et de prendre les meilleures décisions dans les circonstances.